Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 432

Artikel: Économie de guerre économique
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1018946

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La stratégie du garde-manger

Les crises du pétrole, du sucre et du riz, avec les dimanches sans voitures et les ruées des ménagères, ont passablement fait réfléchir à Berne. Non pas sur l'opportunité de l'initiative de Berthoud ou sur la nécessité de mieux informer les consommateurs; encore moins sur les moyens de contrer les pressions, spéculations et autres manipulations sur les marchés mondiaux des produits énergétiques et des denrées alimentaires de base. Surtout pas! Non, à Berne, on a réfléchi en termes de sécurité des approvisionnements, d'indépendance vis-à-vis de fournisseurs étrangers donc peu sûrs, bref, de défense nationale économique.

Economie de guerre économique

Séances, rapports, prévisions et même simulations par ordinateur ont finalement abouti à un projet de modification de l'article constitutionnel 31 bis, alinéa 3, litt. (e). Dans sa teneur actuelle, ce texte, d'ailleurs non prévu à l'origine par les « articles économiques » de 1937, autorise la Confédération à déroger au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, et cela « pour prendre des mesures de précaution en vue du temps de guerre ». On a vu depuis lors que les conflits armés n'étaient plus seuls à mettre en cause l'approvisionnement de notre pays, et que d'autres genres d'affrontements, non pas militaires mais économiques, pouvaient avoir des effets sensibles sur l'ensemble de la planète, y compris sur le paradisiaque îlot helvétique.

Or donc, il s'agit désormais de voir la Confédération prendre des mesures de précaution en matière de défense nationale économique et, de façon générale, « assurer l'approvisionnement du pays en marchandises indispensables et les prestations de service d'importance vitale ». Tel est le projet solennellement mis en consultation vendredi dernier par le conseiller fédéral Brugger, dont c'était un peu le testament, assisté de l'industrie privée, représentée par le délégué à la défense nationale économique et économiste-maison chez Ciba-Geigy (M. O. Niederhauser, par ailleurs président de Balair et de la Chambre de commerce tchécoslovaque en Suisse) et de l'agriculture, représentée par le Vaudois et paysan du dimanche J.-Cl. Piot, directeur de la puissante Division de l'agriculture, laquelle assure notamment le secrétariat de l'Office de guerre pour l'alimentation.

Toujours la patate

J.-Cl. Piot a présenté quelques-uns des éléments non secrets de la planification alimentaire suisse. Héritière du plan Wahlen, la planification en question a pour but d'améliorer, et finalement d'assurer l'autonomie alimentaire du pays. Ce n'est pas un mince problème, puisque l'agriculture suisse, pourtant super-rationalisée, couvre actuellement environ le 60 % des besoins en calories de la population. Pour hisser cette proportion à 100 %, le plan prévoit trois campagnes, pendant lesquelles les réserves seront entamées, les surfaces cultivées augmenteront de plus d'un tiers, les têtes de bétail tomberont par centaines de milliers, et surtout les rations quotidiennes accordées à chaque habitant seront ramenées du luxueux niveau de 3300 kcal. à 2400 kcal. Parallèlement l'apport en substances nutritives se modifiera sensiblement, notamment au détriment des matières grasses (applaudissements sur les bancs des diététiciens) et au profit des hydrates de carbone (bruits et mouvements divers sur les mêmes bancs).

Comme ce bon M. Wahlen, l'ordinateur du Poly de Zurich est arrivé à la conclusion que « le ravitaillement de notre pays ne peut être assuré que grâce à la pomme de terre », comme telle et pour la panification. D'où une augmentation prévue de 242 % des surfaces consacrées à la patate, pour laquelle on le sait la Suisse assure déjà une production dépassant ses propres besoins. Il n'empêche que les cultures sarclées (betteraves sucrières, pommes de terre, maïs en grains) ont un rendement de quatre à six fois meilleur que celui de la production laitière — pour ne rien dire de la production animale, grande dévoreuse d'énergie et de concentrés importés.

C'est un fait que la planification alimentaire tombe bien, et que l'agriculture des temps de paix va y trouver à coup sûr des arguments frappants pour réclamer l'extension des surfaces cultivées, et surtout l'augmentation des prix. Son importance pour la défense nationale économique prenant le pas sur sa contribution à la protection de l'environnement si complaisamment évoquée ces

RATIONS JOURNALIÈRES PAR HABITANT

(moyenne de sept catégories de consommateurs)

	Moyenne de la campagne 1973-1974	*Trois campagnes après l'introduction du plan*
Kilocalories	3281	2370
Protéines	88 g	75 g
Matières grasses	153 g	62 g
Hydrates de carbone	373 g	384 g

TERRES OUVERTES

	Hectares	*Indice (1945 = 100)*
Année 1939	213 981	60
Année 1945	355 249	100
Plan Wahlen	504 812	142
Plan 1967	424 000	119
Année 1975	264 880	75
Troisième campagne après l'introduction du plan alimentaire	365 000	103

dernières années, l'agriculture ne va pas manquer de jouer davantage encore, si possible, le jeu du protectionnisme à outrance et de la production indigène über alles.

Coupons et ordinateur

La répartition des denrées alimentaires disponibles, limitées, postule évidemment l'organisation d'un rationnement et l'institution d'un contrôle des prix. On retrouverait les coupons pour toute une série de denrées : sucre, riz, café, thé, huiles et graisses comestibles, beurre, cacao, pâtes, avoine, orge, millet, maïs, légumes secs, savons et détergents, ainsi que pour les repas servis dans les établissements publics et les cantines. En revanche, le pain, la viande, le lait et les produits dérivés (sauf le beurre), les œufs, les fruits et légumes resteraient en vente libre.

Toute une série de problèmes restent à résoudre. Depuis des années, on se casse la tête pour imaginer un système de codification des denrées rationnées, avec couponnage lisible par un terminal d'ordinateur (salut grand frère, à combien de kilos de sucre et de plaques de chocolat ai-je encore droit ce mois ?). De manière générale, les problèmes de logistique et de distribution physique, insolubles sans une organisation dirigiste, demeurent largement ouverts, parce que les Suisses n'ont pas volontiers l'esprit planificateur, et surtout parce que les structures de la distribution et les méthodes de travail du commerce évoluent à un rythme difficile à suivre depuis l'Office de guerre de l'alimentation.

Autres questions, plus politiques que techniques : répartition et affectation optimale des moyens de production, stockage des semences en vue de l'introduction du plan, rationnement des denrées fourragères, orientation des assortiments offerts par les fabricants de denrées alimentaires, inclusion des ménages collectifs dans le programme de rationnement. Bref, tous les secteurs seraient le cas échéant touchés, et pas d'une main légère. Mais voilà, la main ne sait pas encore trop comment elle va peser.

La Suisse-hérisson veut donc pouvoir transformer son réduit en garde-manger à elle seule réservé. Un article constitutionnel et une loi à modifier, des subventions accrues à l'industrie et au commerce pour le stockage obligatoire, et des atteintes profondes à leur liberté pour l'organisation d'un rationnement national, que les progrès de l'informatique et de la technologie agricole et alimentaire rendront sans doute prodigieux de complexité, et aussi incroyablement fragile.

En attendant le plan alimentaire

Pour l'heure, les citoyens n'ont qu'à attendre, pleins de confiance en la sagesse de leurs autorités. Le délégué à la défense nationale économique dépense chaque année quelque argent pour leur rappeler que la Suisse est un petit carré rouge à croix blanche sur un globe terrestre pris entre deux tampons de wagons, et qu'en conséquence il faut avoir chez soi le quintette de première nécessité (sucre, riz, graisse, huile et pâtes). Et encore, rien n'est sûr : cette année, on dépense 260 000-270 000 francs disponibles pour réfléchir aux moyens de moderniser la propagande pour les réserves de ménage. Comment vendre la pénurie en temps calme ? comment inciter au stockage libre à domicile ? comment donner les fourmis en exemple à des cigales qui s'en moquent plus ou moins ouvertement ?

BAGATELLES

Chessex en italien : peu de succès. Voilà ce que nous relevions dans notre dernière rubrique (DP 431). M. Bertil Galland nous fait tenir ses explications : c'est Ex Libris qui s'était chargé de l'impression de cette traduction italienne, mais le club n'était pas en mesure d'assurer sa distribution; il a fallu quelque temps aux responsables de la collection CH (traductions croisées d'écrivains suisses contemporains) pour mettre sur pied un système de diffusion parmi les lecteurs de langue italienne; aujourd'hui le réseau est en place par un accord général de coédition, pour la collection CH, entre les éditeurs Casagrande au Tessin et Longanesi en Italie. Ouf, un pont entre les minorités latines ?

* * *

Pour les amateurs : l'adresse à laquelle on peut se procurer la « confession » des mouchards de Cincera dont nous donnions de larges extraits ici même (DP 429) : « Cincera alias Cäsar — Wir waren Cinceras Berner Spitzel », au CCP 80-484 76 (manifeste Démocratique Zurich); fr. 5.—, avec la mention « Cincera alias Cäsar ».

* * *

Destin d'un petit parti : Team, groupement de jeunes radicaux argoviens, puis mouvement de gauche, a renoncé à jouer un rôle sur le plan cantonal. Or, à Baden, ce groupement progresse d'élections en élections, passant de deux à trois élus au législatif communal il y a quatre ans et réussissant à gagner deux sièges supplémentaires cette année.

* * *

On peut être militant ouvrier et patoisant. Alfred Rey, ancien secrétaire FTMH à Sierre, vient de publier un recueil de poésies en patois de Chermignon.

* * *

Front populaire ? Les partis et organisations suivants ont été représentés ou ont envoyé des messages au IIIe congrès du PSA (Parti socialiste autonome du Tessin) : Parti socialiste tessinois, Parti tessinois du travail, Organisations progressistes (POCH), Ligue marxiste révolutionnaire, Parti communiste italien en Suisse, Parti socialiste autonome du Jura suisse, Colonie libere italiane, Parti communiste espagnol en Suisse, Parti du travail de la Corée du Nord, Organisation de libération de la Palestine, Kritisches Oberwallis. (Rappel : Le Tessin a aussi son organisation de droite intransigeante : « Alleanza Liberi e Svizzeri » (alliances libres et suisses) qui compterait environ 1600 membres).